

Ce que les entreprises disent...



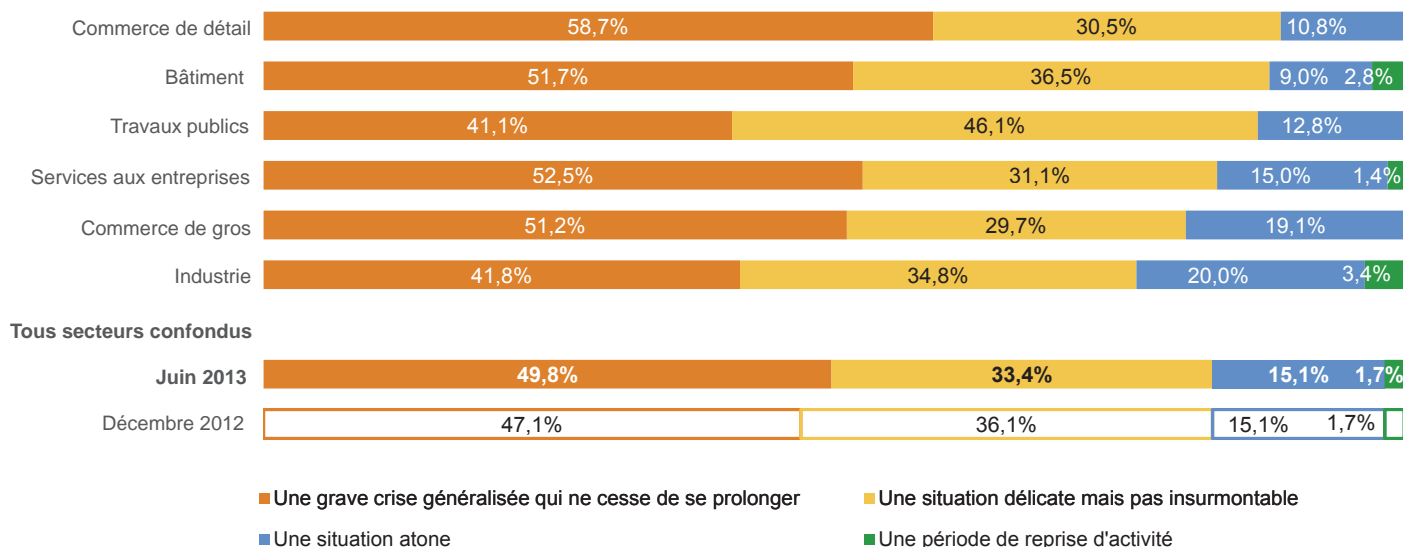
DES EFFETS DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE ACTUELLE

Enquête juin 2013

Chaque semestre, les Chambres de commerce et d'industrie de Champagne-Ardenne enquêtent les chefs d'entreprise sur la conjoncture économique régionale. Soucieux des impacts économiques et financiers actuels auxquels doivent faire face les entreprises de notre territoire, nous avons souhaité prolonger le travail lancé depuis fin 2008 afin de connaître la perception de l'environnement actuel et futur des chefs d'entreprise. Ainsi, nous leur avons proposé de répondre à des questions concernant entre autres, le contexte concurrentiel, les mesures prises pour s'adapter à la conjoncture actuelle mais aussi des questions relatives au financement de leur entreprise.

► Un contexte économique qui apparaît moins favorable

Selon vous, le contexte économique actuel marque-t-il :



Au premier semestre 2013, plus de 83 % des dirigeants estiment que la situation économique est difficile, soit une proportion similaire à celle observée il y a six mois. Ce semestre, ce sont près de la moitié des entreprises qui considèrent le contexte économique comme le prolongement d'une situation grave et généralisée (47,1 % six mois plus tôt).

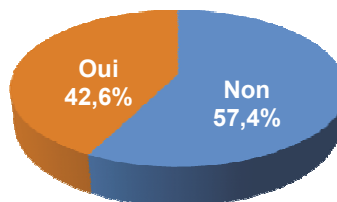
Ces inquiétudes apparaissent plus particulièrement prégnantes dans le secteur du commerce de détail, secteur touché par la baisse de la consommation des ménages au profit de l'épargne.

Un tiers des entreprises estiment que le contexte économique est délicat, sans pour autant le qualifier d'insurmontable. 15,1 % des entreprises signalent une situation atone et 1,7 % seulement des entreprises perçoivent des signes d'amélioration.



► Un modèle économique stable pour une majorité d'entrepreneurs

Assiste-t-on à un changement de modèle économique :



57,4 % des entreprises répondantes considèrent que le modèle économique n'a pas évolué (59,3 % en décembre 2012). Les entreprises signalant un changement de modèle émanent en particulier des services aux entreprises (49,5 %), du commerce de détail (46 %) et du commerce de gros (45,8 %).

Les entreprises du commerce mentionnent notamment l'essor du e-commerce et de ses impacts sur le commerce traditionnel. D'autres commerçants évoquent le changement de mode de consommation des clients qui privilégient les articles « premiers prix ». De manière plus générale, les entrepreneurs, en particulier ceux des TPE-PME, ont fait part de leurs inquiétudes face à l'arrivée d'une concurrence étrangère proposant des prix difficilement tenables.

► Des positions concurrentielles modifiées

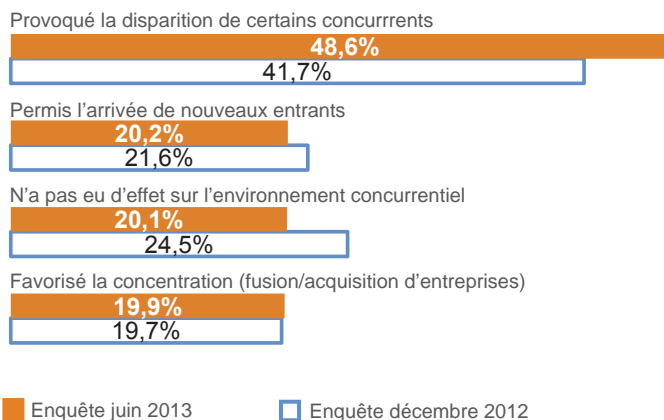
La majorité des dirigeants estiment que la conjoncture du moment a modifié l'environnement concurrentiel, seuls 20,1 % ne signalant aucun impact.

Parmi les effets évoqués, 48,6 % des entreprises annoncent la disparition de certains concurrents (41,7 % six mois plus tôt). Cet effet a été plus particulièrement cité par les entreprises de la construction (58 % dans le bâtiment et 52,6 % dans les travaux publics).

Une entreprise sur cinq estime que ce contexte a favorisé l'arrivée de nouveaux entrants. Ce renouvellement du tissu économique est notamment évoqué par les entreprises du bâtiment (29,2 %) et des services aux entreprises (24,2 %).

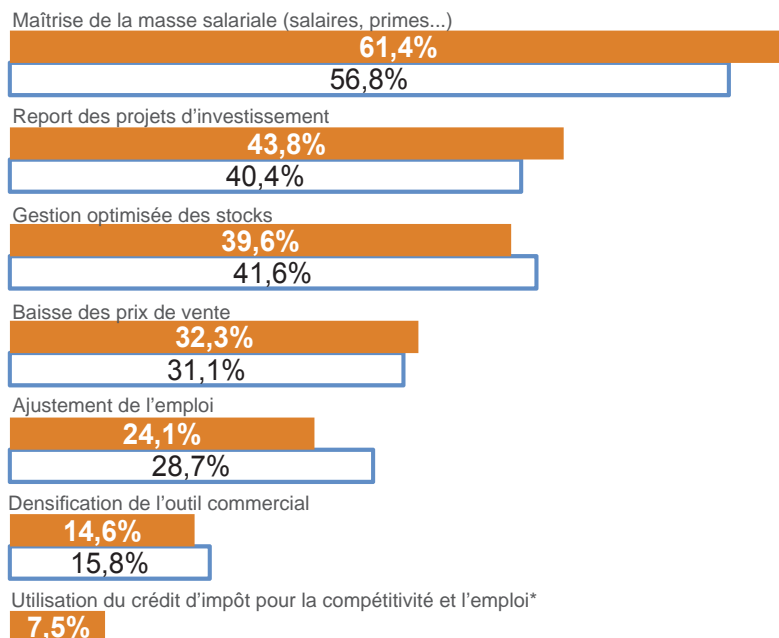
Enfin, près de 20 % des entreprises évoquent une plus grande concentration (fusion/acquisition d'entreprises), plus particulièrement dans le commerce de gros (32,8 %).

Sur votre marché, la conjoncture du moment a selon vous :



► La maîtrise de la masse salariale reste une mesure phare

Quelles principales mesures avez-vous prises pour vous adapter à la conjoncture actuelle :



■ Enquête juin 2013 □ Enquête décembre 2012

* Mesure disponible depuis janvier 2013

Pour s'adapter au contexte économique actuel, plus de six dirigeants sur dix ont pris des mesures permettant une maîtrise de la masse salariale (56,8 % six mois plus tôt).

Le manque de visibilité quant à la demande entraîne 43,8 % des dirigeants à reporter des projets d'investissement.

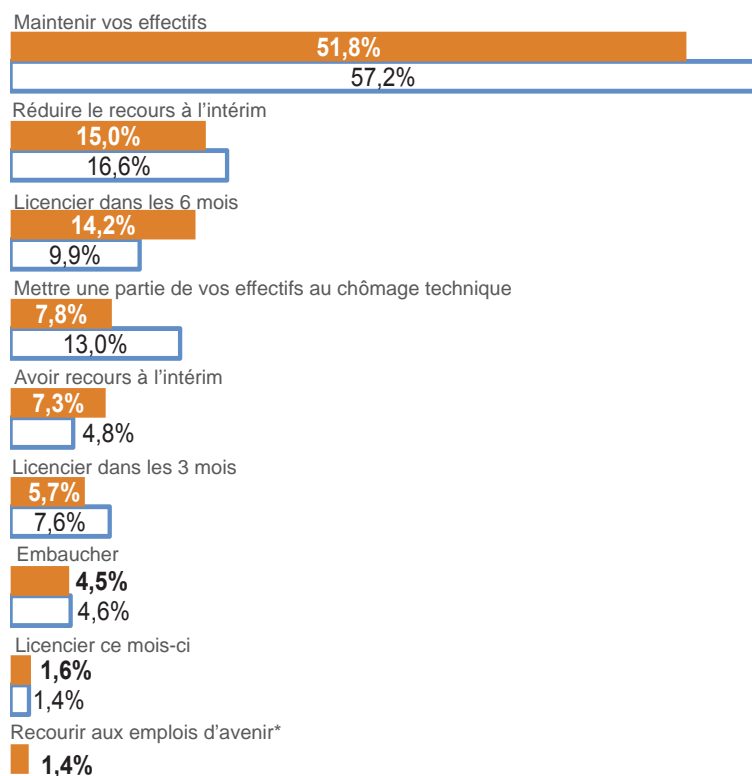
Un tiers des entreprises baissent leurs prix de vente. Cette proposition atteint 49,3 % dans la construction.

Dans le but d'accéder à de nouveaux marchés, 14,6 % des entreprises ont choisi de densifier leur outil commercial (25 % dans le commerce de gros).

7,5 % des entreprises ont signalé l'usage du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, mis en place en janvier 2013.

► Plus d'une entreprise sur deux prévoit un maintien des effectifs

En matière d'emploi, si la conjoncture devait persister, avez-vous l'intention de :



■ Enquête juin 2013 □ Enquête décembre 2012

* Dispositif ouvert récemment au secteur marchand

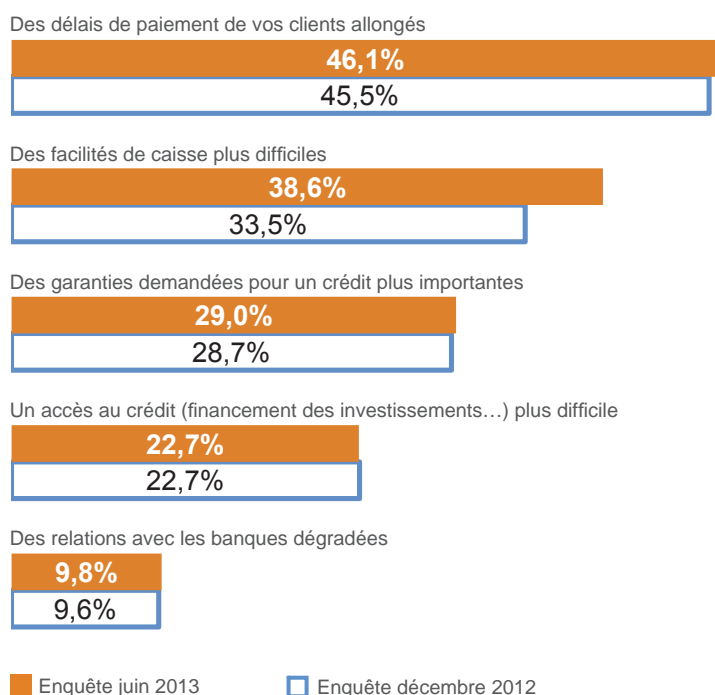
Si la conjoncture devait persister, ce sont près de 52 % des dirigeants qui opteraient pour un maintien de leurs effectifs. Cette proportion est toutefois en baisse par rapport à celle observée en décembre 2012 (57,2 %).

Dans le contexte économique actuel, l'intérim apparaît toujours comme la première variable d'ajustement. 15 % des entrepreneurs évoquent ainsi la possibilité de réduire le recours au travail temporaire.

L'industrie reste le secteur qui pourrait le plus recourir au chômage technique : 15,7 % des entreprises contre 7,8 % tous secteurs confondus.

Signalons aussi que 19,9 % des entreprises anticipent des licenciements dans les trois à six mois à venir, soit 2,4 points de plus en un semestre.

Au cours du premier semestre 2013, vous avez constaté :



► Crédit bancaire, instrument privilégié du financement des entreprises

Au second semestre 2013, les entreprises seraient peu nombreuses (16 %) à opter pour d'autres moyens de financement que le système de prêt bancaire.

10 % utiliseraient le recouvrement de créances en vue d'optimiser la gestion de leur trésorerie (16,3 % dans les travaux publics et 13,9 % dans l'industrie).

7,6 % évoquent d'autres formes de financement, parmi lesquelles la possibilité de réaliser un apport personnel.

► Des délais de paiement qui s'allongent

Pour près de la moitié des entreprises (46,1%), les délais de paiement clients tendent à s'allonger. Ce phénomène, qui impacte directement la trésorerie des entreprises, touche plus particulièrement le commerce de gros (64,5 % des entreprises), les services aux entreprises (60,2 %) et les travaux publics (59,5 %).

Dans ce cadre, si les relations avec les banques n'ont pas évolué pour la majorité des entreprises, 38,6 % des dirigeants évoquent au cours du premier semestre 2013 une exigence plus importante de la part des banques dans la gestion de leur trésorerie (51,5 % dans le secteur des travaux publics).

Près de 30 % des entreprises doivent également apporter des garanties supplémentaires pour l'octroi d'un crédit bancaire. Cette exigence est plus particulièrement évoquée par les dirigeants du commerce de gros (39,9 %).

Dans le même temps, ce sont 22,7 % des entreprises qui ont globalement un accès plus difficile au crédit, notamment pour le financement de leurs investissements.

Pensez-vous utiliser d'autres formes de financement au cours du second semestre 2013 :

